

Yves Veyrier (FO) : « Attention à ne pas fermer le robinet des aides trop vite »

Situation économique, climat social, politique du gouvernement, relations avec les autres syndicats... Le secrétaire général de Force ouvrière fait le point sur les grands dossiers du moment. Il plaide pour une politique de grands travaux et une période de transition lorsque se dessinera la sortie de crise. « Le gouvernement doit prendre des mesures pour redistribuer la richesse », avertit-il.



Yves Veyrier, secrétaire général de FO. (MARTIN BUREAU/AFP)

Par **Leïla de Comarmond**

Publié le 15 févr. 2021 à 6:11 Mis à jour le 15 févr. 2021 à 7:04

Le bilan de l'année 2020 montre l'ampleur du choc de la pandémie mais l'économie a mieux résisté qu'on ne l'attendait. Est-ce que cela vous rend optimiste ?

Dès le début de [la crise](#) , en parallèle aux aides directes aux entreprises, nous avons plaidé pour que le gouvernement ouvre largement les vannes de l'activité partielle, d'abord pour protéger les emplois et les revenus des salariés et en profiter pour renforcer leurs compétences par de la formation. Mais aussi pour favoriser une reprise rapide de l'activité au sortir de la crise. Cela a incontestablement évité le pire à court terme. Et on peut espérer que dans un secteur comme les hôtels cafés et restaurants, notamment, dont l'activité devrait repartir dès que l'on sortira de cette situation, cela sauvera un maximum d'entreprises qui auraient, sinon, mis la clé sous la porte.

Vous mettez cependant un bémol...

On ne peut que regretter l'insuffisante exigence des pouvoirs publics vis-à-vis de certaines entreprises qui profitent de la situation pour accélérer leurs restructurations voire en engager alors qu'on risque d'assister dans les prochains mois à une vague de plans sociaux. Je pense à [Bridgestone](#) , Nokia ou Sanofi. Il faut exiger des contreparties aux aides massives que reçoivent les entreprises et prévoir des sanctions. Nous sommes également choqués que certains groupes s'engagent dans des opérations capitalistiques au lieu de se concentrer sur la gestion de la crise. Où était l'urgence pour Veolia de lancer [une OPA sur Suez](#) ? Nous sommes aussi intervenus dans des situations où la chaîne de production pouvait faire défaut au détriment de fournisseurs français, comme entre la SNCF et Stradal.

Au-delà de tout cela, je suis inquiet sur la façon dont se fera la sortie de la crise. Attention à ne pas fermer le robinet des aides trop vite. Quand l'épidémie va se calmer, de nombreux secteurs d'activité vont redémarrer mais il faudra de longs mois avant que leur situation financière se rétablisse. Par exemple dans l'événementiel. Il va absolument falloir une période de transition axée sur la préservation des emplois. En plus d'un plan de relance.

Les 100 milliards du plan de relance du gouvernement ne suffisent-ils pas ?

Ils répondent pour l'essentiel à l'urgence. Mais il faut aussi travailler à dynamiser la croissance. Le gouvernement doit pour cela engager une politique des grands travaux au-delà de la seule isolation thermique, avec la rénovation de bâtiments publics et infrastructures de transports qui en ont à l'évidence besoin. On parle beaucoup de la transition énergétique aussi. Il y a le projet de développement de la filière de l'hydrogène, des batteries. Il faut le faire mais combien d'emplois y aura-t-il à la clé, par rapport à ceux susceptibles d'être détruits ailleurs ?

Sur le plan industriel, il faut tirer les leçons de la crise sur les médicaments. Il faut par exemple travailler sur les enjeux de souveraineté sur les approvisionnements et plus globalement concrétiser la réindustrialisation. Et ne pas oublier le logement... Et puis, évidemment, dans la lignée du [Ségur de la santé](#) , il faut revaloriser tous ces métiers dits de deuxième ligne, que la crise a mis sous les feux des projecteurs, des salariés de l'agroalimentaire aux caissières en passant par les transports, le nettoyage... Sans oublier les enseignants.

Comment financer tout cela ? Par la dette ?

Sur les 100 milliards du plan de relance, 20 sont des baisses d'impôts pour les entreprises. Maintenant, plutôt que de nous dire qu'il n'augmentera pas les impôts, le gouvernement doit prendre des mesures pour redistribuer la richesse, alors que la crise a encore renforcé les inégalités. On évoque souvent les 120 milliards [d'épargne générés depuis le début de l'épidémie](#) . Mais la réalité, c'est que 70 % sont détenus par 20 % des ménages les plus aisés. Il faut s'assurer que cet argent va revenir dans

l'économie réelle. Force Ouvrière porte la nécessité d'une refonte de la fiscalité pour une plus grande progressivité.

A son arrivée, Jean Castex avait promis de renforcer le dialogue social. Sept mois plus tard, quel bilan tirez-vous ?

Contrairement à la première partie du quinquennat, depuis la crise sanitaire, les pouvoirs publics ont dû se rendre à l'évidence que les interlocuteurs sociaux étaient incontournables. Cette crise a ainsi démontré la pertinence des règles d'assurance-chômage négociées en 2017, bien plus protectrices que la réforme du gouvernement dont l'entrée en vigueur est heureusement repoussée dans sa quasi-totalité.

Pour dynamiser la croissance, le gouvernement doit engager une politique des grands travaux.

Ce sont aussi les syndicats qui font remonter les difficultés particulières, par exemple celles des saisonniers, ou encore les dossiers industriels aux pouvoirs publics. C'est nous qui avons tapé du poing sur la table pour arrêter les activités non stratégiques quand le confinement était la priorité. Nous qui, a contrario, avons veillé à ce que la continuité ou la reprise d'activité ne se fasse pas au détriment de la santé des salariés. Nous qui nous sommes battus pour obtenir le [Sécur de la santé](#) .

Séгур, télétravail, santé au travail : en 2020, Force ouvrière a signé de nombreux accords...

Que ce soit pour l'ouverture de négociations comme pour leur aboutissement à un accord, Force ouvrière a joué un rôle déterminant dans le retour de la politique contractuelle en 2020. On peut aussi citer la mise en place de l'activité partielle de longue durée par la négociation collective. Les accords que nous signons dans les entreprises ont pu éviter de nombreux départs contraints, à Airbus par exemple. Nous avons aussi réussi à empêcher que les ordonnances permettant de déroger à la durée du travail hebdomadaire ne soient utilisées.

« Force ouvrière a joué un rôle déterminant dans le retour de la politique contractuelle en 2020 »

Nous sommes convaincus que la négociation collective a toute sa place, a fortiori en temps de crise, pour régler les conflits d'intérêts entre patronat et salariés. Cet attachement à la pratique contractuelle et au paritarisme avec la volonté d'oeuvrer pour une société de justice sociale est notre raison d'être.

Quel est le climat social en ce moment ?

Le climat social actuel est un mélange de sidération, d'incompréhension et de mécontentement. Quand on se préoccupe des entreprises qui ont des difficultés pour payer leur loyer, il ne faut pas oublier les salariés en activité partielle qui peuvent

perdre jusqu'à 20 % de leur salaire et dont l'échéance loyer ne change pas. A cela s'ajoute une forte inquiétude : une inquiétude sanitaire - aujourd'hui tout le monde connaît quelqu'un qui a contracté le virus -, la crainte de perdre son emploi pour ceux qui en ont un, la difficulté encore plus grande à joindre les deux bouts pour nombre de salariés et bien sûr de chômeurs. Il ne faut pas oublier que si des licenciements ont été évités, il y a aujourd'hui 6 millions de chômeurs et précaires.

Les jeunes notamment sont [particulièrement touchés par la crise](#) . Il faut prêter attention à leur égard au risque d'un effet d'entonnoir pour trouver un emploi quand il s'agira, dans le même temps, de protéger les salariés en emploi, si la reprise n'est pas suffisamment dynamique. Dans un tel contexte, l'accès au RSA pour [les moins de vingt-cinq ans](#) est d'autant plus indispensable.

Vous n'avez pas participé à la journée d'action organisée par la CGT, la FSU et Solidaires le 4 février. Pourquoi ?

Face à la logique du monde capitaliste, de plus en plus financier et déconnecté de l'économie réelle, renverser le cours des choses pour imposer la justice sociale demande l'expression d'un rapport de force conséquent. Pour réussir à mobiliser la solidarité interprofessionnelle, a fortiori si la grève est nécessaire, il faut rechercher l'unité d'action syndicale la plus large possible. C'était notre état d'esprit sur la réforme des retraites. Si le dossier devait revenir ou si l'on voulait imposer aux salariés de payer le coût de la crise, nous répondrons de nouveau présent.

Entretenir un dialogue entre confédérations est une nécessité, que l'on soit d'accord ou pas sur le fond des dossiers.

La CGT a considéré comme nécessaire, malgré la difficulté du moment, de mobiliser. Nous nous sommes posé la question de l'efficacité quand le risque est de ne solliciter que nos militants les plus investis. Nous allons au front au quotidien, là où des salariés sont en difficulté dans les entreprises comme dans les secteurs tels que EDF, l'éducation, le médico-social.

« L'isolement nous protège. » Cette phrase de Robert Bothereau a été reprise par vos prédécesseurs André Bergeron comme Marc Blondel. Vous, vous parlez unité d'action, vous défilez avec la CGT, bête noire de certains de vos militants, vous signez des accords avec la CFDT, bête noire d'autres...

Le principe fondateur de Force ouvrière, c'est la nécessité de l'indépendance vis-à-vis des partis politiques, qu'ils soient dans l'opposition ou au pouvoir. Le politique, quelle qu'en soit la couleur, a démissionné face à l'économique depuis le tournant de la rigueur en 1983. FO n'a eu de cesse, auparavant comme depuis, de porter ce que nous estimons être les droits des salariés. C'est ce que dit cette phrase.

Concernant l'unité d'action, j'insiste sur le fait qu'entretenir un dialogue entre confédérations est une nécessité, que l'on soit d'accord ou pas sur le fond des dossiers. Le fait que nous affirmions tous la nécessité pour l'Etat d'abandonner sa

réforme de l'assurance chômage a pesé et nous avons tous mis en garde contre le retour du sujet des retraites. On ne peut que s'en féliciter.

Leïla de Comarmond